Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 43 (1963)
Heft: 1: Neutralités européennes

Artikel: Neutralité et neutralisme actif : la position yougoslave
Autor: Gaspard, Armand
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-887678

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Neutralité et

Les principes fondamentaux de la politique étrangère yougoslave se trouvent définis dans l'avant-projet de Constitution publié en 1962 et actuellement en discussion. Le principe de la « coexistence pacifique » y est inscrit pour la première fois dans un tel document. L'article VI du Préambule déclare, en effet, que la République socialiste fédérative de Yougoslavie fonde ses relations internationales en « partant de la conception que la coexistence pacifique et la coopération active entre pays indépendants, sans considération de système social, constituent la condition indispensable de la paix et du progrès social dans le monde ».

Rentrant de son séjour en U.R.S.S. à la fin de l'année dernière, le maréchal Tito a tenu à souligner que la politique de son pays restait la même et que toute spéculation sur une incorporation dans le camp socialiste serait ridicule. Il a indiqué clairement que la Yougoslavie ne renoncerait pas à sa vocation de pays non-aligné.

Cette vocation date d'une dizaine d'années. En conflit avec Moscou, mais soucieux de garder ses distances envers l'Ouest, Belgrade chercha l'amitié des pays non-engagés : Inde, Égypte, Indonésie. En 1954, le maréchal Tito fit un grand voyage en Asie, suivi quelques années plus tard d'un autre dans les nouveaux États indépendants d'Afrique, afin d'y prêcher la cause du non-engagement. A la base de ce rapprochement entre la Yougoslavie et un grand nombre de pays neufs, on trouve le refus d'adhérer aux deux grands blocs de puissance qui s'opposent dans le monde, ou même de se placer dans le sillage de l'un d'eux. Ce refus se

neutralisme actif : la position yougoslave

Par Armand Gaspard

(Photos Jean Mohr.)

traduit en premier lieu par la dénonciation du danger que représentent les alliances militaires dont la critique a été tellement poussée à Belgrade qu'elle en est devenue une véritable « antipactomanie ». (La seule alliance de ce genre qui liât la Yougoslavie a été naturellement dévaluée. Il s'agit du Pacte balkanique signé en 1953 entre la Yougoslavie, la Grèce et la Turquie et qui unissait ces trois pays non seulement sur le plan de la collaboration militaire en cas d'agression, mais aussi dans les domaines de la collaboration politique, économique et culturelle. Considéré lors de sa signature comme une « nécessité vitale » pour tous les partenaires, il est maintenant lettre morte, encore qu'il n'ait pas été formellement dénoncé, et les Yougoslaves ont été les premiers à tenter de s'en dégager.)

Lors de l'Assemblée générale des Nations Unies de 1960, le maréchal Tito prit la tête d'une véritable « troisième force » composée principalement de pays afro-asiatiques. Ce groupement fut à l'origine de plusieurs résolutions entièrement indépendantes de celles proposées par les deux autres groupes au sein de l'O.N.U. La délégation yougoslave manifesta notamment son éclectisme en soutenant l'admission de la Chine communiste dans l'organisation internationale mais en refusant d'appuyer les attaques soviétiques contre M. Hammarskjoeld. Votant avec l'U.R.S.S. dans plusieurs questions coloniales et à propos de la Hongrie, s'abstenant en ce qui concerne le Tibet et la Corée, la délégation yougoslave vota avec les États-Unis dans la question des forces armées des Nations Unies.

La conférence de Belgrade

La politique de non-alignement a trouvé son point culminant dans la Conférence de Belgrade de septembre 1961. La présence dans la capitale yougoslave d'un empereur, de quatre rois ou princes héritiers et d'une vingtaine de présidents de république ou de gouvernement fit de cette réunion un véritable « sommet » des non-engagés. Parmi les pays d'Europe, l'Autriche, l'Irlande et la Suède y furent également conviées par le gouvernement yougoslave mais ces pays préférèrent demeurer à l'écart de cette assemblée qui groupait presque uniquement des États d'Asie et d'Afrique dont l'indépendance est postérieure à la seconde guerre mondiale. En revanche, la République de Chypre, à peine sortie des limbes, y délégua son archevêque-président.

L'idée de la conférence était de rapprocher tous les pays du monde dont les gouvernements poursuivent une politique de non-engagement vis-à-vis des deux grands blocs militaires de l'Est et de l'Ouest. De leur union pourrait sortir une « troisième force » qui, non seulement contribuerait à sauvegarder la paix mondiale, mais pourrait encore contribuer à diminuer la tension internationale, aspiration bien légitime de la part de pays qui ont besoin de consolider une jeune indépendance et de rattraper un retard considérable dans leur développement économique et technique.

En convoquant la conférence, le maréchal Tito a expliqué que cette initiative avait été prise parce que les grandes puissances se sont montrées incapables de résoudre à elles seules les principaux problèmes menaçant la paix du monde. Dans un discours, il a encore précisé : « Les assises de Belgrade visent à empêcher que l'O.N.U. ne devienne, comme la défunte S. d. N., l'instrument d'une certaine puissance ou d'un groupe de puissances. »

L'initiative yougoslave a rencontré immédiatement un accueil favorable auprès de MM. Nasser, Nehru et Soukarno. Une conférence préliminaire s'est réunie au Caire au printemps 1961 et c'est là que fut dressée la liste des invités à Belgrade. Pour ce faire, il fallut définir ce qu'est une politique de non-engagement. Selon la défini-

Premier mai à Belgrade. (Jean Mohr.)

tion adoptée, celle-ci comporte une politique d'indépendance nationale, de coexistence avec des systèmes politiques et sociaux différents, de non-participation à des blocs militaires. Si un pays se trouve lié par des accords de défense bilatéraux ou régionaux, ou même s'il possède sur son territoire des bases militaires étrangères, il peut faire partie du « club des non-engagés » à condition de n'être impliqué lui-même dans aucun conflit menaçant la paix et d'attester par sa politique qu'il s'efforce de réaliser les objectifs ci-dessus.

Neutralité classique et neutralisme actif

Le non-engagement, d'après le critère de la conférence de Belgrade, n'est donc pas synonyme de neutralisme, au sens étroit de ce terme. Le gouvernement yougoslave insiste beaucoup sur la distinction qu'il convient de faire entre ces deux attitudes politiques. Le neutralisme ou la neutralité classique équivaut simplement, selon Belgrade, à une politique de coexistence passive. Or, les non-engagés rejettent cette attitude et proclament leur volonté de poursuivre une politique active en intervenant dans les affaires mondiales. Le non-engagement ou non-alignement peut se définir comme une neutralité positive, ou active, ou dynamique, selon les termes choisis par Belgrade. Voici ce que dit une définition officielle yougoslave : « Le non-engagement n'est neutralité que dans la mesure où les pays en question n'appartiennent ni à l'un, ni à l'autre des blocs, ce qui constitue la marque essentielle de leurs positions sur le plan des relations internationales. Mais, non-engagés dans le mécanisme et les dissensions des blocs, ils poursuivent une politique active engagée sur des plans multiples dans le sens du dépassement de la division du monde en blocs et de leurs antagonismes; il sont donc explicitement engagés du côté de toutes les forces qui luttent pour la paix et la coexistence active des nations. »

Un éditorial paru dans la *Revue de la politique internationale*, éditée à Belgrade par l'Union des journalistes de Yougoslavie, analyse la différence entre la neutralité classique et la « neutralité active » (*). En voici un extrait caractéristique :

« Premièrement, rester les bras croisés et s'abandonner avec fatalisme à ce que nous apportent les événements, tel est le sens de la politique de neutralisme passif. Le neutralisme passif se distingue par la fuite des réalités des relations internationales et par l'illusion que des oasis neutres peuvent vivoter dans un monde de blocs antagonistes. L'attitude passive et platonique d'une politique neutraliste ainsi comprise est maintenant périmée et ne peut nullement servir d'inspiration à la politique qui tend au renforcement de la paix dans le monde.

(*) « Le non-engagement et la théorie de l'équidistance », 5 novembre 1961.

Bosnie. (Jean Mohr.)

(Marc Riboud, Magnum.)

Deuxièmement, déjà dans l'entre-deux-guerres, on a vu se développer un processus de transformation de la notion de neutralité classique. L'idée de solidarité internationale, d'indivisibilité de la paix, de condamnation, de sécurité collective a confronté la conception périmée de la neutralité avec ce dilemne rigoureusement moral et politique : quelqu'un a-t-il le droit de se comporter de façon équivalente à l'égard d'une action pacifique, de se désintéresser, méthodiquement et avec préméditation, de l'affermissement de la paix et de la prévention de l'agression? Les tragiques expériences apportées qui eussent pu être évitées, mais qui ne le furent pas, ont définitivement enterré la vieille théorie de la neutralité et contribué à amorcer le processus de synchronisation de la neutralité avec le système de sécurité collective. »

Après le « sommet » des non-engagés

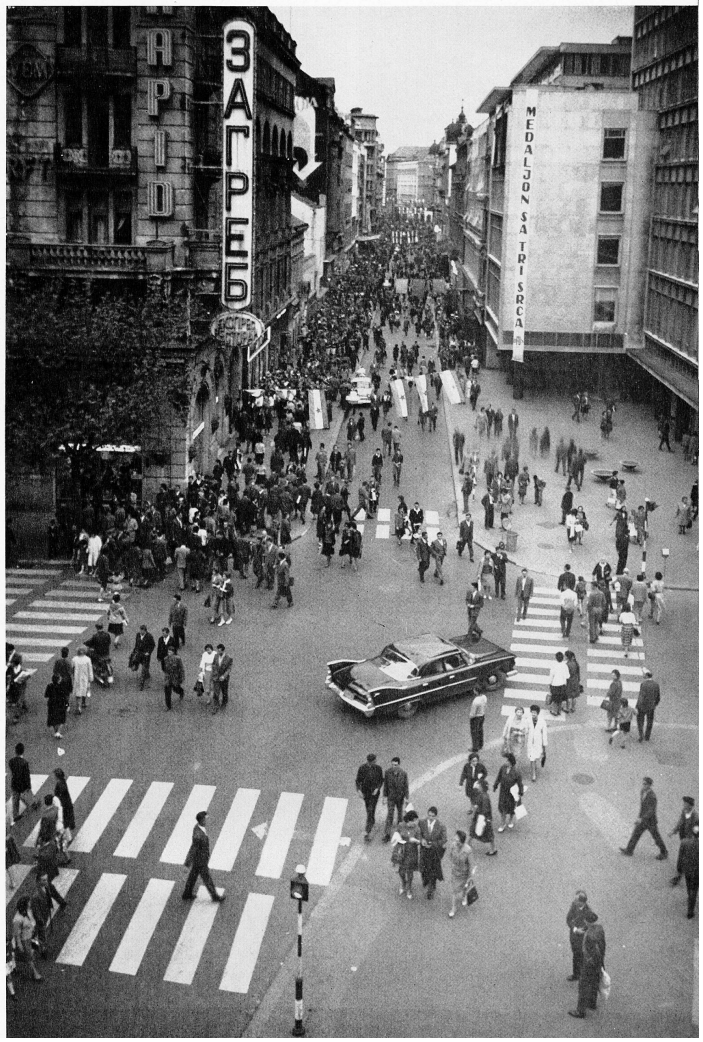
« L'engagement des non-engagés » ne devait cependant pas les conduire à la constitution d'un troisième bloc mais seulement d'une « troisième force », assez lâche d'ailleurs, et dont l'intervention dans les affaires mondiales devrait être surtout d'ordre moral, spécialement en ce qui concerne le désarmement et la diminution de la tension internationale. C'est ainsi que la Conférence de Belgrade s'est terminée par un appel conjurant Moscou et Washington de rechercher un arrangement planétaire afin de consolider la détente internationale.

La Conférence de Belgrade en a engendré une autre, qui a réuni au Caire, en juillet 1962, les experts économiques de trente-cinq États d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, ainsi que la Yougoslavie. Cette conférence se distinguait de la première par une plus large participation, due notamment à celle de plusieurs pays latino-américains, mais elle avait beaucoup moins d'éclat, à cause de l'absence de personnalité de premier plan et du caractère technique des débats. En effet, la conférence du Caire s'est occupée, d'une part, de la dépréciation des prix des matières premières sur le marché international; d'autre part, des menaces que font peser sur les pays du Tiers Monde les blocs d'intégration économique comme le Marché commun en Europe occidentale et le COMECON en Europe orientale. Il ne s'agissait toutefois pas d'engager une lutte ouverte contre ces blocs préférentiels mais de rechercher, comme l'a dit le Secrétaire général de la Conférence « les moyens de neutraliser les mauvais effets » que ces blocs pourraient avoir sur le commerce des pays non-engagés. Dans ce but, les experts réunis au Caire ont préconisé la convocation, au début de 1963, d'une conférence économique mondiale afin de trouver des remèdes et des solutions aux difficultés dans les relations économiques entre les pays développés et les autres. En ce qui concerne la Yougoslavie en particulier, sa délégation au Caire était l'une de celles qui avait adopté les positions les plus radicales contre les blocs préférentiels mais, depuis, Belgrade observe une attitude plus modérée et s'est rapproché à la fois du COMECON et de Bruxelles.

Sur le plan politique, les « hors blocs » ont poursuivi leurs efforts à l'O.N.U. dans le domaine du désarmement et pour la consolidation de la paix. Cependant, à la fin de 1962, l'attaque de la Chine contre l'Inde a mis leur union à l'épreuve. En effet, les six États neutres afro-asiatiques qui se sont réunis en décembre à Colombo pour aider au règlement du conflit sino-indien se sont abstenus de désigner la Chine comme agresseur et l'Inde comme victime et n'ont même pas voulu accorder leur appui moral à M. Nehru, l'un des pères du neutralisme. Cependant, Belgrade a clairement indiqué, encore que ce soit en termes très modérés, que ses sympathies allaient à la Nouvelle Delhi. Sa diplomatie s'est efforcée de se faire inviter à Colombo et de susciter une conférence plus large que celle des Six afro-asiatiques.

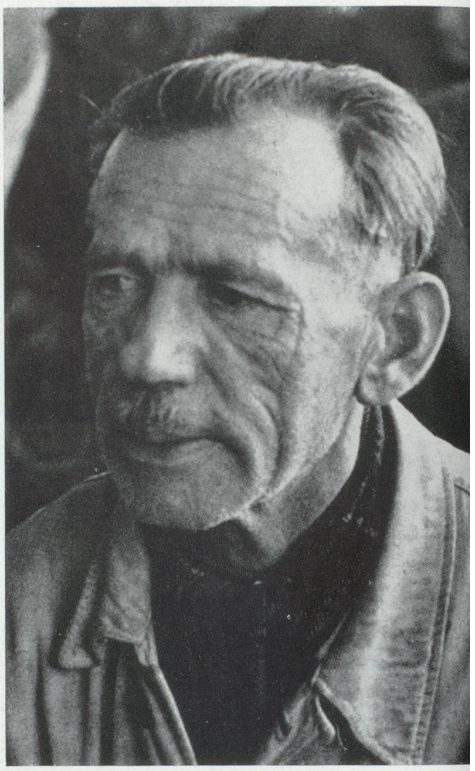
(Marc Riboud, Magnum.)

Belgrade. (Jean Mohr.)



Neutralité et socialisme

(Jean Mohr.)

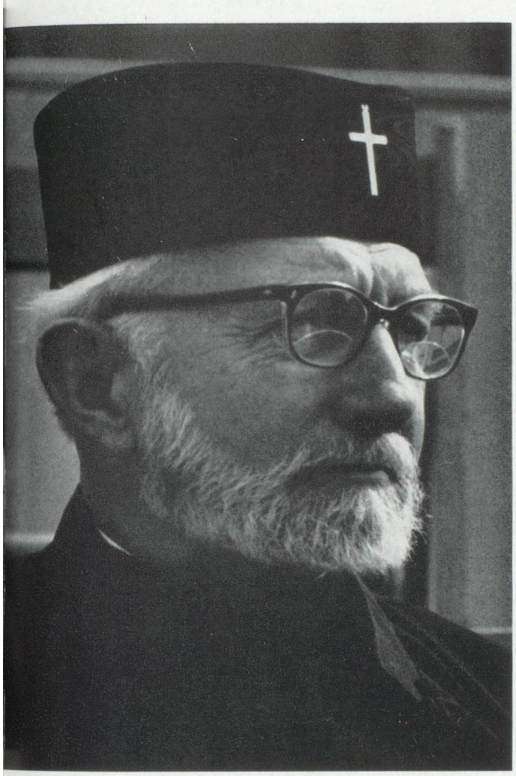


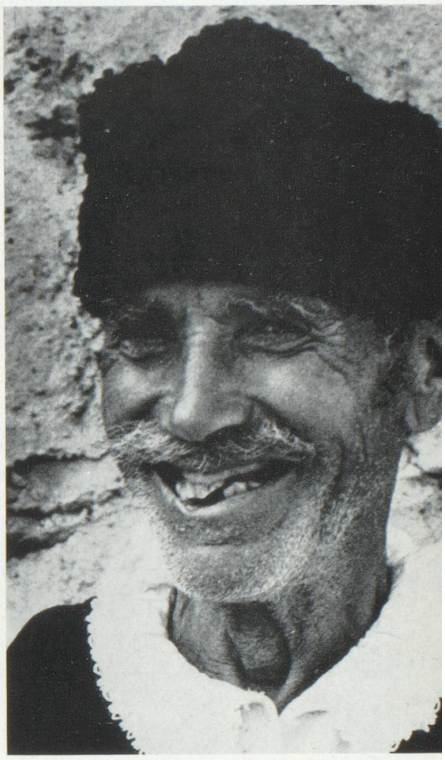
(Erich Lessing, Magnum.)

(Marc Riboud Magnum.)

En décembre, alors que le président Tito séjournait en U.R.S.S., le vice-président Kardelj voyageait en Asie et notamment en Inde. Ce n'était assurément pas une coïncidence fortuite. Plusieurs fois, au cours de ce voyage, M. Edouard Kardelj a saisi l'occasion de plaider la cause du neutralisme tel qu'il est préconisé par son gouvernement. C'est ainsi qu'à la veille de son départ, le 6 décembre, il a fait un exposé qui est à la fois la plus actuelle et la plus précise des explications données sur la conception yougoslave du non-engagement. M. Kardelj n'est d'ailleurs pas seulement l'un des principaux dirigeants belgradois et le successeur possible du maréchal Tito, il est encore le meilleur théoricien du socialisme yougoslave et on lui doit en par-

(Photos Jean Mohr.)





ticulier une étude intitulée « Le Socialisme et la Guerre » (1960), qui est un document fondamental pour la compréhension du « titisme ». Dans cet exposé, il a montré que la politique de non-alignement, si elle est « l'expression la plus adéquate d'une conception démocratique des relations internationales », est aussi « un élément de la conception yougoslave des voies menant au socialisme ».

Rappelant que la division du monde en blocs « traduit une profonde contradiction qui est elle-même l'expression de l'existence de deux systèmes, de deux processus sociaux et économiques », il a déclaré : « On peut se demander, dès lors, si la contradiction fondamentale du monde actuel doit ou non être dénouée par la guerre universelle. Nous répondons : non. Dès que l'on adopte ce point de vue, il devient évident qu'une des orientations fondamentales de toute politique démocratique, pacifique et socialiste sur le plan international doit tendre à dépasser graduellement l'actuelle division du monde en blocs... Aussi une des tâches principales de toute politique internationale pacifique et socialiste doit-elle consister à lutter avec persévérance, pour affirmer les principes de la coexistence... »

Cette lutte pour la coexistence n'implique toutefois pas la renonciation à la lutte pour le socialisme; elle « ne consiste pas à proclamer la paix entre opprimés et oppresseurs. Au contraire, c'est lutter pour des conditions internationales dans lesquelles les peuples pourront faire face à leurs propres problèmes internes, sans craindre de devenir, du fait de leur lutte, un objet passif dans le cadre des contradictions mondiales... » D'autre part, en menant cette lutte, précise M. Kardelj, « nous n'affirmons nullement que seuls les pays non-alignés sur les blocs sont un facteur de paix et qu'ils sont les seuls à lutter aujourd'hui pour la paix et le progrès de l'humanité... C'est pourquoi la coordination de la politique des pays non-alignés sur les blocs, entre eux et aussi avec les efforts pacifiques accomplis à l'intérieur des blocs, est la seule voie pour aboutir au relâchement de la tension internationale et à l'élimination de la division du monde en blocs... »

Armand GASPARD